Le Conseil,

Vu le rapport du 16 septembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le plan d'occupation des sols de la Communauté urbaine-secteur centre-territoire de la ville de Lyon, approuvé par arrêté de monsieur le préfet le 8 août 1978, a vu la procédure de mise en révision générale n° 3 approuvée le 13 juin 1994 et les procédures de modification n° 8, 9 et 10 approuvées respectivement les 31 octobre 1996, 27 janvier et 24 novembre 1997. Des mises à jour de ce plan ont eu lieu par arrêtés en date des 9 décembre 1994, 22 juin 1995, 1er avril 1996 et 26 mai 1997.

Le plan d'occupation des sols du secteur centre-territoire de la ville de Lyon comme l'ensemble des autres territoires du plan d'occupation des sols communautaire est mis en révision par délibération du conseil de communauté en date du 22 janvier 1996.

Dans le plan d'occupation des sols du secteur centre-territoire de la ville de Lyon est inscrit un emplacement réservé de voirie n° 34 dans le 7° arrondissement, pour la création d'une voie nouvelle de la rue Lieutenant Colonel Girard au boulevard Yves Farges, au bénéfice de la communauté urbaine de Lyon. Il concerne la parcelle cadastrée BR 32 pour une superficie de 1 352 mètres carrés.

Le conseil municipal du 7° arrondissement et le conseil municipal de Lyon se sont prononcés respectivement en faveur de la suppression de cet emplacement réservé de voirie, son maintien n'étant plus justifié, les études de trafic dans le secteur et dans le cadre des déplacements urbains n'ayant pas conclu à la nécessité d'un maillage supplémentaire opérant sur l'îlot Farges-Girard-Girondin-Ayasse.

Par ailleurs, la levée de l'emplacement réservé n° 34 permettra la confortation de la morphologie de la rue tant au regard de la rue Colonel Girard qu'à celui du boulevard Yves Farges (implantation des constructions et hauteur). ;

B - Propose de délibérer en conséquence ;

Vu le présent dossier ;

Vu l'arrêté de monsieur le préfet en date du 8 août 1978 ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 13 juin 1994 ;

Vu ses délibérations en date des 22 janvier et 31 octobre 1996 ; et 27 janvier et 24 novembre 1997 ;

Vu les arrêtés en date des 9 décembre 1994, 22 juin 1995, 1er avril 1996 et 26 mai 1997 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal du 7° arrondissement de Lyon ;

Vu la délibération du conseil municipal de Lyon ;

Vu les articles R 123-14, R 123-34 et R 123-10 du code de l'urbanisme ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE**1° - Décide**

a) - la suppression de l'emplacement réservé de voirie n° 34 inscrit au bénéfice de la Communauté urbaine, conformément aux documents joints en annexe (extrait du plan de zonage du 7° arrondissement, extrait du plan des hauteurs du 7° arrondissement et de la liste des emplacements réservés voirie du 7° arrondissement),

b) - que cette délibération sera :

- transmise à monsieur le préfet du Rhône et de la région Rhône-Alpes,
- affichée pendant un mois au siège de la communauté urbaine de Lyon, à l'hôtel de ville de Lyon ainsi que dans chacune des neuf mairies d'arrondissement,
- mentionnée en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

2° - Approuve le dossier de la modification n° 11 du plan d'occupation des sols de Lyon par la procédure simplifiée de modification sans enquête publique, les terrains concernés n'ayant pas été acquis par la collectivité.

Le plan d'occupation des sols modifié sera mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles R 123-14 et R 123-34 du code de l'urbanisme :

- au siège de la Communauté urbaine,
 - à l'hôtel de ville de Lyon,
 - dans chacune des neuf mairies d'arrondissement,
 - à la préfecture du Rhône,
- aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

L'acte approuvant la modification n° 11 du plan d'occupation des sols du secteur centre -territoire de la ville de Lyon- deviendra exécutoire dans les conditions prévues à l'article R 123-10 du code de l'urbanisme.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,